

Le P'tit Castelroussin

Le mensuel des socialistes de l'agglomération castelroussine

PS 

N°14
Mai 2011

Dispensé de timbrage Devs Châteauroux PPDC

ExL:
Section Socialiste de
Châteauroux
70 Avenue Charles
de Gaulle
36000 Châteauroux

Dépôt le
20/05/11

P
PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE



Face au choc, le travail

SOMMAIRE

Page 1 e 6

♦ L'édito par **Manuel Flam**

Page 2

♦ Les brèves par
Antoine Gossin

Page 3 et 4

♦ "Le projet du Ps pour
la Sécurité " par
Delphine Chambonneau

Page 5

♦ Les jeunes : la
nouvelle classe creuse
de l'Indre par **Antoine Gossin**

Directeur de la publication :
Manuel Flam

Commission paritaire : 0115P11515
Dépôt légal : le 20/05/11
N°ISSN : 2105-7362
Prix de vente au N° : 1,25 €
Abonnement : 12,50 €
Abonnement de soutien : 24,50 €
Imprimé par nos soins au
70 avenue Charles de Gaulle
36 000 Châteauroux

Les évènements du 15 mai et ce qui est devenue depuis l'affaire DSK a provoqué un choc magistral sur les socialistes, la gauche et, au final, la France. A l'heure où j'écris cet édito, nul ne sait encore de quel côté la balance de la justice va pencher.

Ce que l'on sait déjà cependant, c'est que la présomption d'innocence de l'ancien directeur général du FMI n'a pas vraiment été respectée : les images présentant l'accusé menottes au poignet, puis celles où il figure dans le box des prévenus, la mine défaite, m'ont profondément heurtées. Il paraît que c'est comme ça qu'on fait aux Etats-Unis, mais ces images sont contraires à la législation française, et elles n'auraient

pas dû être diffusées en l'état.

Ce que l'on sait également, c'est que si les faits reprochés à DSK sont avérés, ils sont odieux. Si nous devons avoir le souci de la présomption d'innocence, nos pensées doivent également aller vers la victime présumée d'une telle agression. Nous, socialistes, avons lutté depuis toujours contre les violences, toutes les violences, qu'elles soient physiques ou symboliques, faites aux femmes. Il serait indigne de considérer dans nos propos la victime présumée comme quantité négligeable. Nous devons avoir en tête la « présomption de victime » quand nous parlons de cette affaire.

Adhères au Parti Socialiste pour débattre, pour agir et pour préparer l'avenir ! Devenir adhérent du P.S, aujourd'hui, c'est facile. Alors rejoignez la première force d'alternance en France. Pour votre première adhésion, le coût de la cotisation n'est que de 20 €!



Le P'tit Castelroussin

[Les brèves]



L'information locale — Par Antoine Gossin

Alors que du côté de l'Elysée, on règle avec le plus grand sérieux les derniers détails de la future campagne présidentielle (paternité annoncée de Nicolas pour décembre, sortie du 4^{ème} album de Carla pour avril 2012, etc ...), dans l'Indre, on s'inquiète à juste titre de la sécheresse ainsi que de l'extrême aridité des projets politiques de la Droite locale ...

PINTON PRESIDENT

Jusqu'en 2014, l'UMP restera donc à la tête de notre département, les Indriens en ont décidé ainsi. Une volonté exprimée à rebours de la tendance nationale puisque presque dans tous les départements français, la droite a massivement concédé des sièges. Dans 4 départements, les majorités de droite, alors en responsabilité, ont même été sèchement désavouées par les électeurs qui ont fait basculer ces conseils généraux à Gauche.

Oui, mais dans l'Indre, le rapport de force demeure inchangé : c'est toujours David contre Goliath (la droite indrienne étant détentrice de 19 sièges sur 26). Comment dès lors se réjouir d'une telle situation ?

Peut-être en analysant d'un peu plus près les résultats enregistrés dans les bureaux de vote castelroussins. Ainsi, sur les 12 bureaux qui étaient appelés à voter, 10 se sont déterminés en faveur des candidats de Gauche. A Châteauroux, c'est même 59% des électeurs qui ont exprimé un vote socialiste. Après donc les élections européennes et régionales, les cantonales viennent de nouveau confirmer, qu'à Châteauroux, les électeurs aspirent fermement au changement.

DELOCALISONS CHATEAUX !

Alors que M^f le Maire se montre chaque jour un peu plus dithyrambique à l'égard de la Chine

l'égard de la Chine et de son modèle économique, force est de constater que les entreprises chinoises tardent néanmoins à s'implanter dans le Berry. Quoiqu'en disent les sénateurs Pinton et Maillet, il semble aujourd'hui acquis que les entreprises chinoises initialement pressenties pour s'installer sur la nouvelle zone d'activité d'Ozans ne viendront finalement pas. Celles-ci auraient choisi d'autres lieux d'implantations pour pénétrer le marché français (région parisienne, ou même Bourges).

Aussi, et dans la mesure où la Chine semble boudier notre beau Berry, nous, socialistes castelroussins, soumettons à Messieurs Mayet et Pinton, la proposition suivante : Pourquoi ne pas envisager directement la délocalisation de l'Indre en Chine ?

Une mesure, certes radicale, mais qui permettrait, enfin, de faire bénéficier durablement, notre département du taux de croissance du géant chinois.

A GRANDS COUPS DE MAILLET

Monsieur le Maire a effectivement décidé de frapper fort. Cette fois-ci, ce sont les effectifs municipaux qui sont concernés. Alors que Nicolas Sarkozy a imposé à toutes les administrations d'Etat le non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite, M^f Mayet a, lui, décidé de faire beaucoup

mieux. A l'Hôtel de Ville, la règle est donc aujourd'hui de ne plus remplacer aucun départ en retraite. Ainsi, depuis 2001, ce sont 300 emplois publics qui ont disparu à Châteauroux. Avec M^f Mayet, fini les demi-mesures !

REFORME DE L'ISF

Avant de quitter l'Elysée, Nicolas Sarkozy a donc décidé d'accorder une dernière réforme à ses amis du Fouquet's : celle de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Le seuil déclencheur de l'imposition sera donc relevé tandis que les taux de prélèvement seront abaissés de manière à ce que les 300.000 foyers fiscaux français les plus privilégiés voient encore leur contribution réduite. Une réforme dont M^{me} Betancourt ne sera pas la seule bénéficiaire, puisque dans l'Indre, 150 contribuables - jusqu'ici redevables de l'ISF - verront leur contribution fortement atténuée.

Et oui, car dans l'Indre aussi on trouve de gros patrimoines !

Bien que deux fois moins nombreux que sur le reste du territoire national, ces fortunés berrichons s'acquittent néanmoins d'un impôt dont le montant atteint le double de la moyenne nationale.

Une iniquité patrimoniale que la future réforme de l'ISF ne fera qu'une fois de plus aggraver.

Encore une « riche » idée de notre Président ; la dernière on espère !

Le P'tit Castelroussin

[Politique Nationale]






Sécurité : la crédibilité a changé de camp




Par Delphine Chambonneau

La droite a échoué et sacrifie la sécurité au quotidien des Français. Alors que les moyens et les conditions de travail des forces de l'ordre se dégradent, les socialistes proposent une politique de sécurité capable d'apporter la tranquillité à nos concitoyens, de garantir l'effectivité, la proximité et la rapidité de la sanction.


1—La droite a échoué et sacrifie la sécurité au quotidien des Français

-  Depuis 2002, Nicolas Sarkozy a fait de la sécurité son principal argument politique, quitte à instrumentaliser les faits divers, manipuler les statistiques, mener des opérations spectaculaires contre-productives ou surenchérir avec des discours belliqueux.
-  Son bilan est mauvais : les violences physiques ont augmenté de 16% depuis 2004, les vols violents sans armes ont augmenté de 6,7% depuis 2007 et de 12,5% concernant les femmes, les cambriolages de domiciles privés ont progressé de plus de 12,5%, dont une hausse de 46% au mois de décembre à Paris.
-  Nicolas Sarkozy a imposé aux forces de l'ordre une politique du chiffre, au détriment de la culture du résultat et de la sécurité quotidienne des Français.

2. Les moyens et les conditions de travail des forces de l'ordre se dégradent

-  Les forces de l'ordre accomplissent des missions difficiles et souvent périlleuses. Pourtant, constamment mis sous pression, policiers et gendarmes sont toujours moins nombreux et doivent supporter des conditions de travail dégradées.
-  Les effectifs des forces de l'ordre sont inférieurs en 2011 à ce qu'ils étaient en 2002. Depuis 2007, ce sont 10 792 postes qui ont été supprimés, 2 882 postes ont été détruits dans le seul budget de 2011. Pour l'année à venir, 1 925 postes de gardiens de la paix et 757 postes de gendarmes disparaîtront. D'ici à 2013, ce seront 6 700 postes qui seront supprimés.
-  Les conditions de travail des forces de l'ordre se détériorent : le budget consacré à l'entretien des commissariats pour 2011 est par exemple en baisse de 28,3 %. **12 000 policiers et gendarmes ont été agressés pendant leur service en 2010.** Pour la seule gendarmerie, cela représente une hausse de 33 % par rapport à 2009. **42 agents des forces de l'ordre se sont suicidés en 2010** - un chiffre deux fois supérieur à celui de France Télécom.

3. Les socialistes proposent une politique de sécurité capable d'apporter la tranquillité à nos concitoyens

-  Nous proposons un pacte national de sécurité publique, qui repose sur deux principes : lorsqu'un délit est commis, **il existe toujours une responsabilité individuelle.** Il convient de la rechercher et d'y répondre par une **sanction rapide et proportionnée.** Nul ne doit ignorer, encore moins transgresser, les règles élémentaires de la vie en société.

Le P'tit Castelroussin

[Politique Nationale]



Sécurité : la crédibilité a changé de camp (suite ...)

- ✓ Mais si la responsabilité individuelle existe, l'action est toujours collective. La sécurité doit être le fruit d'une politique globale de lutte contre la violence et ses causes. Au quotidien, elle doit être le résultat de partenariats étroits entre les forces de sécurité, les acteurs de la prévention de la délinquance, les collectivités locales, les structures et associations du domaine éducatif, social, sanitaire. Notre action reposera ainsi de façon équilibrée sur la **prévention, la dissuasion, la sanction, la réparation**.
- ✓ Nous reviendrons sur les suppressions d'emplois et recruterons **10000 policiers et gendarmes supplémentaires (dont 1000 dès 2012)**, tout en poursuivant la démarche visant à concentrer les forces de l'ordre sur leur cœur de métier.
- ✓ Nous créerons des « **zones de sécurité prioritaires** » pour affecter davantage de moyens là où ils sont nécessaires. Une action d'urgence y sera engagée. Elle mobilisera, durant tout le temps nécessaire, les services de répression et de renseignement concernés par la lutte contre l'économie souterraine et les violences urbaines. Nous déploierons dans ces villes une « **police des quartiers** » qui reconstruira un climat de confiance avec la population.
- ✓ Nous utiliserons la vidéo-surveillance quand elle est utile, dans les endroits clos ou pour aider à résoudre des problèmes ponctuels comme des trafics.
- ✓ Nous donnerons davantage de pouvoirs aux maires, qui coordonneront les acteurs de terrain et les stratégies locales de sécurité.

4. Nous garantirons l'effectivité, la proximité et la rapidité de la sanction

Il est décisif d'apporter une réponse efficace et adaptée dès la première infraction. Plus que sa dureté, c'est la réalité de l'exécution de la peine qui doit prévaloir. Nous donnerons à la justice les moyens de fonctionner dans des délais raisonnables. **Faute de moyens, 100.000 peines demeurent non exécutées aujourd'hui**. Les bureaux d'exécution des peines seront généralisés pour permettre aux magistrats d'avoir l'assurance de l'exécution des peines prononcées.

Nous restaurerons une échelle des sanctions pénales lisible et proportionnée, en réaffirmant que l'emprisonnement est la peine ultime de notre échelle pénale et non la règle. Elle sera réservée aux crimes et aux délits les plus graves. Toute solution alternative sera préalablement recherchée. **Pour les primo-délinquants, nous développerons les « travaux d'intérêt général »** et les mesures de réparation ordonnées par le parquet. Nous créerons les « **travaux d'intérêt éducatif** » dans les écoles, afin de favoriser l'obligation – plutôt que l'exclusion – scolaire. **Pour les jeunes délinquants multirécidivistes** sur lesquels les mesures prises en milieu ouvert sont demeurées sans effet, le recours à **des centres de discipline et de réinsertion** sera expérimenté. À la sortie de ces centres, **un suivi éducatif et social** sera assuré.

Extrait tiré du Projet Socialiste pour 2012 dont vous pouvez retrouver l'intégralité des propositions sur : <http://www.parti-socialiste.fr/projet>

Le P'tit Castelroussin

[Politique locale]



Les jeunes : la nouvelle classe

« creuse » de l'Indre _____ Par Antoine Gossin

Savez-vous pourquoi, dans l'Indre, on dénombre 25% de personnes âgées de plus que sur le reste du territoire national ? Tout simplement parce que l'on y trouve aussi 25% de jeunes de moins que dans les autres départements français !

Interrogés sur ce phénomène inquiétant, les démographes analysent ces chiffres comme l'effet combinatoire de deux processus majeurs.

D'une part, chaque année, l'Indre enregistre un nombre important de départs de jeunes, lesquels quittent définitivement le département. D'autre part, tous les ans, l'Indre voit arriver sur son territoire un nombre quasiment aussi important de « seniors ».

L'Insee a ainsi calculé que le déficit migratoire chez les 18 – 30 ans s'établissait à un peu plus de 15% par an pour notre département. Chaque année, ce sont donc 6.600 jeunes (la population du Poinçonnet) qui partent chercher une formation ou un emploi ailleurs que dans l'Indre.

Dans le même temps, de nombreux « jeunes » seniors - notamment en provenance de la région Ile-de-France - viennent s'installer dans le Berry.

Selon une étude récente de l'Insee, il est même prévu que dans les 20 prochaines années, ce double flux s'accroît encore. Les statisticiens nous prédisent même une légère augmentation de la population indrienne d'ici 2030, laquelle pourrait compter 4.000 âmes de plus. Heureuse perspective sauf que l'âge moyen de ces nouveaux berrichons excèdera dans tous les cas plus de 60 ans.

N'en déplaise donc à Messieurs Mayet et Pinton, mais force est de constater que notre département se « géiatrise » peu à

« géiatrise » peu à peu. L'Indre n'arrivant pas à retenir ses jeunes, laisse lentement ses forces vives l'abandonner.

L'Indre face à la passivité de ses élus

Il est vrai que nos deux sénateurs n'entreprennent pas grand-chose, sinon rien de concret, pour conjurer cette dégradation tendancielle. Peut-être même y trouvent-ils quelques avantages ?

Tout d'abord et aussi paradoxale que cela puisse paraître, une sur-représentation des aînés protège en quelque sorte l'Indre contre un trop fort taux de chômage. Le taux d'activité y étant, en effet, l'un des plus faible de France, ceci ne peut qu'encourager un peu plus les jeunes indriens actifs à aller prospecter ailleurs que dans l'Indre pour trouver un premier emploi.

Quitte donc à s'inscrire au Pôle Emploi, les jeunes indriens préféreraient donc à le faire dans d'autres départements que dans le leur.

Enfin, il n'aura pas échappé à nos deux élus, Messieurs Mayet et Pinton, qu'en terme électoral, les seniors représentent un électorat beaucoup plus enclin à soutenir des politiques de droite que des

politiques porteuses de progrès social.

Un déclin annoncé ...

Mais quelque soit les motivations de ces élus, nous, socialistes castelroussins, pensons que cette évolution se révélera à terme mortifère pour notre département. Dans un contexte national et européen où les territoires se trouvent de plus en plus mis en concurrence, ceux qui ne pourront pas s'appuyer sur leurs propres forces vives seront inévitablement exposés au déclassement sinon au déclin pure et simple.

L'Indre et Châteauroux doivent donc rapidement renouer avec des politiques de formation et d'emploi ambitieuses ; **le syndrome creusois est à nos portes et il ne reste, hélas, plus beaucoup de temps pour réagir.**

Quelques repères...

- Taux de chômage à Châteauroux : **9,2 %** (actifs de 18 à 60 ans)
- Taux de chômage à Châteauroux des 18-25 ans : **25,4%**
- Pourcentage d'étudiants à Châteauroux : **6%**
- Pourcentage d'étudiants à Tours : **17,5 %**

Le P'tit Castelroussin



Face au choc, le travail (suite...)

Rappelons aussi que l'affaire DSK a pris une ampleur particulière parce qu'elle se passe alors que nous entrons dans le processus des primaires. Bientôt, le Parti Socialiste connaîtra son candidat à l'élection présidentielle, et nous mènerons le combat derrière elle ou lui pour construire une alternative à Nicolas Sarkozy.

Je crois que nous devons, dans ce contexte agité, rester uni et travailler dans cette perspective : dans quelques semaines seulement, les Français demanderont aux socialistes ce qu'ils comptent faire pour améliorer leurs conditions de vie, et pas des commentaires sur l'affaire DSK et ses éventuelles suites judiciaires.

Car ne l'oublions pas, les cadeaux fiscaux faits aux plus riches, le pouvoir d'achat des gens qui s'effondre, les services publics qui se désagrègent faute de moyens, tous ces problèmes là n'ont pas disparu à New York. Ils sont bel et bien présents et nous socialistes,

disparu à New York. Ils sont bel et bien présents et nous socialistes, avec notre projet, avons la responsabilité d'y apporter une réponse concrète,

ou le manque de moyens accordés aux professeurs et instituteurs. Nous ferons bientôt des propositions dans cette direction. Nous continuons à travailler et

à proposer. Face à cet événement



PROJET SOCIALISTE 2012
LE CHANGEMENT

crédible et juste. Dans la section de Châteauroux, nous avons engagé un travail au long cours sur la question de l'École. La Commission Education de notre section a reçu des professionnels du monde éducatif pour que nous réfléchissions ensemble aux meilleures façons de gérer des sujets aussi sensibles que la fermeture des classes

nement, c'est la seule, et la meilleure réponse que nous puissions apporter.

Manuel Flam

Le P'tit Castelroussin est votre journal. Un journal militant. Soutenez-le en vous abonnant !

Vous nous aiderez ainsi à lui assurer une plus large diffusion.

Abonnement simple: 12.50 € et abonnement de soutien : 24.50 €

Adresse de paiement: 70 avenue Charles de Gaulle - 36000 CHATEAUROUX